

Les crédits

Le député est-il au courant du fait que le FPE est fondé sur la croissance du PNB et que les conservateurs ont supprimé cette association?

[Français]

M. Hudon: Monsieur le Président, je remercie d'abord mon collègue de nous féliciter d'avoir participé au débat. S'il s'était moins obstiné avec les autres collègues, on aurait peut-être eu l'opportunité de participer auparavant.

Je sais ce que mon collègue a dit. Au début, quand on a pensé à créer ce programme et également—et c'est un des problèmes que l'on rencontre dans notre société—quand nos économistes pensent à un programme, ils y pensent évidemment toujours en termes de croissance qui garderait toujours le même rythme. Et cela se voit beaucoup. Quand le programme de santé a été pensé au début des années 1960, il allait y avoir de plus en plus de personnes qui paieraient pour une pyramide dont il y aurait de moins en moins de personnes au sommet. D'un côté, c'est vrai, mais de l'autre, il faut quand même vivre avec certaines réalités. Le taux de croissance de la population a diminué, mais par contre, quand je regarde les chiffres pour la province de Québec—et on a ceux de toutes les provinces—en 1984-1985, les transferts à la province de Québec dans le domaine de la santé étaient de 8,153 milliards de dollars et il est ironique de dire qu'ils aient diminué, car en 1992-1993, ils en sont à 11 milliards de dollars.

En Ontario, alors qu'ils étaient à 6 milliards de dollars, ils sont maintenant rendus à 9 milliards. Au Manitoba, 1 milliard 100 millions pour 1 milliard 900 millions, presque 2 milliards. Pour mon collègue qui vient de la Colombie-Britannique, 2 milliards 260 millions, et maintenant 3 milliards 292 millions.

Le problème qui arrive dans ces transferts-là, par contre,—puis je l'admets avec mon collègue—entre ce qu'on transfère et la demande, il y en a toujours peut-être un petit peu moins. Mais en chiffres réels, il y a une augmentation.

[Traduction]

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, pendant votre absence, il y a quelques minutes, j'ai répondu en partie à une question d'un député. J'ai dit que la population canadienne serait plutôt perplexe si elle suivait le débat d'aujourd'hui. Les libéraux ont passé leur temps à s'en prendre aux néo-démo-

crates, et vice versa. Ils ne nous attaquaient pas, ils s'entre-déchiraient.

Je voudrais lire la motion initiale. Je sais qu'elle a été modifiée depuis. Elle se lit comme suit:

Que la Chambre exprime son inquiétude face à la menace devant laquelle se trouve le système de santé du Canada, en raison de l'intention avouée des premiers ministres libéraux des provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve de renoncer au principe de l'universalité et d'imposer des droits d'utilisation et des frais modérateurs pour les services de santé.

Si on examine la chose en toute objectivité, on comprend pourquoi elle a causé autant d'émotion chez nos vis-à-vis. Tout député peut, s'il le veut, partir en guerre contre un premier ministre provincial.

Je pourrais, par exemple, m'en prendre à la province du Nouveau-Brunswick. Hier, on a dû faire face à certaines réalités dans ma province d'origine, le Nouveau-Brunswick. C'est ce qu'il faut faire quand on est au pouvoir.

C'est quelque chose que les députés d'en face n'arrivent pas à comprendre. Quand on forme le gouvernement, il faut prendre ses responsabilités. Ce serait facile pour moi d'accuser le premier ministre McKenna de tous les maux. Je vais permettre à l'opposition au Nouveau-Brunswick de le faire, mais je n'en ai pas l'intention pour ma part. Il ne sert à rien pour moi d'intervenir dans cette enceinte et de condamner le premier ministre McKenna pour certaines décisions qu'il a dû prendre.

Pourquoi un premier ministre provincial voudrait-il sabrer dans les services offerts dans sa province, qu'il s'agisse de Clyde Wells, de Frank McKenna ou de qui que ce soit d'autre? C'est même le cas de Bob Rae. Pour quelles raisons voudraient-ils agir ainsi? Simplement parce qu'ils veulent assumer leurs responsabilités, chose que nos vis-à-vis ne comprennent pas, car ils n'ont jamais été dans cette position. Ils n'ont pas à équilibrer le budget à la fin de la journée. Ils n'ont pas de comptes à rendre aux contribuables. Ils peuvent se contenter de critiquer. On ne réalisera rien dans cette enceinte, si nous poursuivons sur cette voie. Il est très facile pour nous de tomber dans le piège en question.

Hier, au Nouveau-Brunswick, le premier ministre de la province a dû faire face aux réalités du pouvoir. Il y a deux choses dont il doit tenir compte, et que le gouvernement doit prendre en considération au niveau financier. Nous devons administrer les finances publiques et gérer les deniers publics.